

Collectif des prisonnièr(e)s des Cellules Communistes Combattantes

Déclaration d'ouverture de la grève de la faim, 9 mai 1986

Le mercredi 7 mai 1986, comme chaque mois depuis nos arrestations, quelques agents de la bourgeoisie se sont réunis à la prison pour se conforter dans la nécessité de notre emprisonnement. Ces agents appointés divers de l'État, juges, juge d'instruction, procureur, plus quelques autres en armes appellent leur petit complot « comparution en Chambre du conseil » et nous proposent d'y collaborer afin de légitimer leurs intrigues, afin de nous faire cautionner leurs infâmes manigances.

Nous, révolutionnaires, militants des Cellules Communistes Combattantes, ne comparaissons pas à cette Chambre du conseil car nous n'avons rien à y faire, car nous ne reconnaissons aucun droit à la bourgeoisie de nous juger et qu'au contraire même, c'est nous qui la condamnons comme une classe parasite dont la seule existence est un crime contre l'humanité, dont le règne est celui de la barbarie.

Si nous avons des comptes à rendre, ce n'est que vis-à-vis de la classe ouvrière, de ses avant-gardes combattantes, de ses organisations œuvrant dans le cadre des intérêts prolétariens historiques, et à personne d'autre. Donc, de la même façon que nous refusons de collaborer aux investigations policières, nous refusons, ce mois-ci comme les derniers mois, de collaborer aux procédures de la justice de classe, quelles qu'elles soient, et nous affirmons par là notre continuité d'engagement dans la pratique révolutionnaire.

La bourgeoisie et ses matraqueurs idéologiques, les médias démocrates, si prompts à nous bassiner de l'anticommunisme reaganien à coup d'aventures héroïques de curés polonais, de féodaux afghans, ou de pilotes de F-111 infanticides, ont fait le silence quant à notre refus de comparaître. Si infime soit-il, notre refus est dangereux, son message est trop clair, il ne peut être déformé, exploité ou manipulé. Ce refus est la dénonciation de la Justice comme instrument de domination de classe, et l'attitude de la bourgeoisie face à ce refus indique la peur des exploités et de leurs agents d'être dénoncés, montre leurs craintes et leur vulnérabilité devant la vérité révolutionnaire.

Les agents de l'État bourgeois réunis à la prison de Forest ne pourront pas tenir leur sale complot dans l'ombre. **Faire taire la vérité révolutionnaire est impossible.**

Du fond de nos « sections de surveillance spéciale » à Saint-Gilles et à Forest, nous, militants et militante des Cellules Communistes Combattantes, nous adressons aux travailleurs, aux travailleuses, aux camarades. Nous dénonçons la volonté et les plans de la bourgeoisie pour nous enterrer vivants tant elle craint l'espoir de notre combat, tant elle redoute l'organisation révolutionnaire des exploités, tant elle sait que notre discours est celui de l'émancipation du prolétariat. Mais avec la même détermination que celle de notre engagement au sein des Cellules, nous affirmons que même ici et désarmés, nous ne trahisons pas la cause de la révolution, nous nous battons pour briser les murs d'isolement et de silence entre lesquels les flics veulent nous étouffer.

Ce vendredi 9 mai 1986, nous commençons une grève de la faim collective et dénonçons les plans criminels de la démocratie bourgeoise contre les militants communistes.

De plus en plus de travailleurs savent maintenant que la démocratie n'est que le masque hypocrite et hideux de la dictature du Capital, la démocratie de l'exploitation du Travail et de la misère sociale, la démocratie du pillage du tiers-monde et de la guerre impérialiste, et contre nous maintenant : **la démocratie de la contre-révolution préventive.**

Dès l'apparition du combat des Cellules Communistes Combattantes comme avant-garde politique sur le front de la lutte des classes, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie de « la gauche » se sont déchaînées, avec tant de haine que de peur, contre notre lutte et sa finalité : **la révolution communiste.**

Bien plus que nos faibles actions de partisans, elles craignent par-dessus tout l'écho mobilisateur de la pratique et la pénétration dans le monde du Travail de notre direction politique : le Marxisme-Léninisme.

Que quelques camarades soient arrêtés ne peut suffire à apaiser les craintes de la FEB, de Martens VI, de l'OTAN, du PS ou du PTB, car leur angoisse commune est qu'ils savent très bien que la ligne révolutionnaire des Cellules est semée dans l'histoire de ce pays, qu'elle est porteuse des réponses aux questions historiques de la classe et qu'elle annonce les moissons de demain. Voilà pourquoi, non contente de nous enfermer au plus profond de ses geôles, la démocratie — c'est-à-dire la complicité des capitalistes exploitant le monde du Travail et des petits-bourgeois le pacifiant par leurs encadrements réformistes (« la paix sociale », « la conciliation » ...) — exige de nous que nous détruisions ce que nous avons construit, que nous trahissions notre identité, notre conscience et nos devoirs de communistes : notre fidélité à la cause des peuples. Le combat des Cellules Communistes Combattantes porte l'Espoir, et les flics enragent maintenant pour que nous collaborions à sa stérilisation. Nous sommes approchés par la police pour renier et diffamer le combat des Cellules et le Marxisme-Léninisme en échange de promesses « d'arrangements ». Ces abjectes propositions reflètent le fond de la morale bourgeoise qui croit que tout s'achète et que le monde entier est à l'image de sa veulerie. Et comme nous avons répondu par le mépris à ces manigances policières, la « démocratie » jette alors son masque : nous devons disparaître dans l'isolement carcéral total.

Puisque nous continuons à affirmer notre confiance dans la classe ouvrière et son devenir historique, nous devons être bâillonnés.

Puisque nous ne désertons pas nos tâches d'agitation politique pour l'organisation révolutionnaire des exploités — Que mille Cellules naissent ! — nous devons être isolés.

Puisque nous refusons d'abjurer la dignité et la liberté que nous avons découvertes et conquises dans et par la pratique révolutionnaire, nous devons être détruits.

C'est notre quotidien ici, dans les geôles de la démocratie impérialiste. Nous ne pouvons rien faire, rien dire, rien savoir, nous devons végéter, coupés du monde, dans nos cuves de quelques mètres carrés. À partir de ces conditions, les flics rêvent de pouvoir exhiber quatre militants brisés au cours de « procès spectacle » à la gloire de leur système pourri.

Mais cela ne sera, car nous ferons tous ensemble reculer ces projets sordides. Nos procès seront ceux des crimes de l'impérialisme ici comme partout dans le monde, et cela malgré toutes les tentatives de manipulation, toutes les diffamations que la bourgeoisie répand sur la lutte révolutionnaire. Ce n'est pas parce que nous sommes dangereux militairement, ni parce que nous risquerions l'évasion que la justice de classe nous impose de telles conditions de détention. Non. C'est parce que la justesse de notre ligne politique menace directement l'hégémonie bourgeoise et que celle-ci, par tous les moyens, va tenter d'écraser la potentialité révolutionnaire à travers nous.

Aujourd'hui comme hier, la bourgeoisie et ses complices de gauche emprisonnent et assassinent les combattants communistes, demain comme hier, ils enverront leur armée contre les grèves et les insurrections prolétariennes... et pour finir ils ramèneront ici la guerre que, depuis un demi-siècle, ils mènent contre les peuples du monde.

Ainsi les mots retrouvent leur véritable sens. Marx faisait remarquer que la bourgeoisie doit mettre le monde à l'envers pour justifier ses crimes. Ainsi, en système capitaliste, un travailleur qui doit vendre sa force de travail pour survivre est appelé un « demandeur d'emploi » ! Et le patron qui vit en parasite sur cette exploitation lui « offre » du travail ! En

système capitaliste, l'espoir et la pratique prolétarienne contre une petite clique d'industriels et de banquiers s'appellent « le terrorisme contre la démocratie » ! Sur nos mandats d'arrêt, les flics déclarent que nous présentons « un danger pour la sécurité publique » ... Pour les travailleurs et les travailleuses ? Pour un million de sans-travail ? Pour un milliard de sous-alimentés ? Pour ceux qui, à l'ombre de la Société Générale ou des autres banques que nous avons attaquées, n'ont plus que des chauffoirs publics et la charité populaire pour ne pas crever comme des chiens ? Pour les masses d'Afrique du Sud écrasées par l'impérialisme mondial ? Pour les mineurs du Limbourg ou les métallos carolos ? Pour l'immigré et son lot quotidien d'insultes et de mépris ? Pour ceux et celles qui étouffent de désespoir et se tuent à l'alcool, aux tranquillisants, à l'héroïne ? Pour tous ceux-là et pour tous les autres exploités et massacrés au nom du profit ?

Non, pour tous ceux-là, la lutte révolutionnaire ne peut être que l'espoir d'un monde nouveau. Ce n'est pas pour eux que nous présentons un danger, mais bien pour Martens VI, l'OTAN, les banques. Le rôle de la justice de classe est de cautionner le discours de la bourgeoisie qui, mettant le monde à l'envers, veut nous faire confondre la chose publique et les coffres de la Société Générale, les intérêts du monde du Travail et l'exploitation de celui-ci pour la rentabilisation du Capital !

Voilà la vérité révolutionnaire pour laquelle combattent les Cellules Communistes Combattantes ! C'est cette parole-là, si évidente et si forte quand elle vient de la pratique, que la bourgeoisie veut encager avec nous dans les prisons. Mais nous ne nous taisons pas. **Jamais !** Nous revendiquons de pouvoir correspondre entre nous et avec l'extérieur, recevoir, conserver ou échanger librement tous les livres, documents, journaux, etc. que nous jugeons nécessaires à notre activité politique, nous revendiquons la restitution de nos radios et l'accès à l'information télévisée, des permis de visites extrafamiliaux, huit heures de rencontre quotidienne de travail entre les quatre prisonniers politiques, la restitution et le port de vêtements civils.

Ce sont là les conditions minimales nécessaires pour l'activité politique à laquelle nous ne renoncerons pas. Nous nous battons pour leur obtention non pas en faisant appel à quelque convention hypocrite que ce soit. Chaque jour qui passe illustre bien l'artificialité des « droits de l'homme », « droits démocratiques » et autres « liberté d'expression » qu'il vaudrait bien mieux traduire par : droits du Capital, droits de l'exploitation et liberté de ronchonner sans menacer l'ordre bourgeois ! Nous nous battons avec, comme légitimité, le mouvement historique de la libération du monde du Travail, comme droit, celui de la guerre de classe.

Le combat ne s'arrête jamais.

Contre le capitalisme et sa crise, la guerre civile !

En avant vers la construction de l'organisation combattante des prolétaires !

En avant vers la révolution communiste !

Tout le pouvoir aux travailleurs !

Pascale Vandegerde, Bertrand Sassoie, Didier Chevolet, Pierre Carette